



COMITE FRANÇAIS POUR  
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier  
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50  
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : [info@cfsi.asso.fr](mailto:info@cfsi.asso.fr)  
[www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)



## RAPPORT FINANCIER 2012

Rapport du trésorier

Rapport du commissaire aux comptes

Annexe aux comptes

Annexe aux comptes d'emploi des ressources





## SOMMAIRE

---

<b>1. RAPPORT DU TRESORIER</b> .....	<b>5</b>
<b>2. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</b> .....	<b>7</b>
<b>3. ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE 2012</b> .....	<b>20</b>
<b>3.1. ARRETE DES COMPTES</b> .....	<b>20</b>
<b>3.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE</b> .....	<b>20</b>
<b>3.3. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES</b> .....	<b>21</b>
<b>3.4. RESULTAT</b> .....	<b>22</b>
<b>3.5. INFORMATIONS SUR LE BILAN</b> .....	<b>22</b>
Informations sur les comptes de bilan - actif	22
Informations sur les comptes de bilan – passif	24
Autres informations	26
<b>3.6. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</b> .....	<b>27</b>
Les charges	27
Les ressources	28
<b>3.7. Autres informations</b> .....	<b>31</b>
Contributions volontaires à titre gratuit	31
Ressources humaines	31
Fonctionnement statutaire et gestion désintéressée	31
Liste des filiales et autres organismes	31
Agrément du Comité de la Charte	31
Commissaire aux comptes	31
Faits postérieurs à l'exercice et perspectives d'activités	31
<b>4. COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES</b> .....	<b>33</b>
<b>4.1. DESCRIPTION DU MODELE SOCIO-ECONOMIQUE DU CFSI</b> .....	<b>34</b>
<b>4.2. POLITIQUE DE RESERVES</b> .....	<b>34</b>
<b>4.3. REGLES D'ETABLISSEMENT DU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES (CER)</b>	<b>34</b>
<b>4.4. Les emplois de l'exercice (colonne 1 du CER)</b> .....	<b>36</b>
Tableau de passage du compte de résultat au compte d'emploi des ressources	36
Répartition des emplois de l'exercice	36
Ventilation des emplois par nature de charges du compte de résultat	38
Répartition de la masse salariale	39
Détail des missions sociales 2012 : 4 484 139 euros (3 245 655 euros en 2011)	40
Les frais d'appel à la générosité du public et le fonctionnement	41
<b>4.5. Les ressources (colonne 2 du CER)</b> .....	<b>43</b>
<b>4.6. L'affectation par emploi des ressources collectées auprès du public (colonne 3 du CER)</b> .....	<b>44</b>

4.7. Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2012 (colonne 4 du CER) .....	44
<b>5. CONVENTIONS SIGNEES AVEC DES ORGANISATIONS REPRESENTEES AU CONSEIL DE DIRECTION .....</b>	<b>45</b>
Conventions signées en 2012	45
Conventions signées durant les exercices précédents et exécutées en 2012	46

## 1. RAPPORT DU TRESORIER

---

Ce rapport présente à l'assemblée générale les grandes lignes de l'évolution de la situation financière par rapport aux orientations et aux objectifs que s'étaient fixé le CFSI lors de notre précédente Assemblée Générale. L'annexe présente tous les éléments d'information sur les comptes de l'exercice.

Pour éclairer la situation financière de notre association et ses enjeux à la clôture de l'exercice 2012, je vous propose, comme chaque année, de balayer les éléments marquants de l'année écoulée :

- Le premier fait marquant de l'exercice 2012 découle de la poursuite de mise en œuvre opérationnelle des programmes pluriannuels : notre budget est en légère augmentation (de 5 105 465 € à 5 245 300 €) alors que notre bilan diminue du fait de l'utilisation des fonds dédiés (il passe de 10 125 293 € à 5 101 922 €). Nous proposons d'affecter le solde positif de 5 048,72 € à la réserve statutaire.
- Du fait de cette phase d'exécution des programmes, les sommes allouées aux missions sociales ont encore progressé de 38 %, passant de 3 245 655 € à 4 484 139 € en 2012. Parmi les activités marquantes de 2012, dans la continuité des années précédentes, la thématique Agriculture et Alimentation représente 17 % de nos emplois et la thématique Société Civile et Participation, 62 %. Elles ont été marquées l'année dernière par plusieurs travaux importants de capitalisation, la montée en puissance des espaces de concertation entre membres et partenaires, et l'élargissement des espaces de coopération (PCPA, ALIMENTERRE). Enfin, la thématique Economie Sociale et Solidaire, qui a représenté 11 % des emplois, a été marquée par la poursuite de l'étude lancée en 2011. Les montants dédiés aux membres du CFSI sur ces trois axes thématiques sont à nouveau en augmentation en 2012.
- Le montant des charges de personnel a progressé de 10 % en 2012. Cela s'explique par la nécessité de remplacer les salariés partis en congé maternité et congé parental, et le renforcement sur un an de la thématique économie sociale et solidaire et de la capitalisation du programme FISONG (insertion professionnelle).
- En termes de ressources, les subventions publiques et privées de l'exercice sont en baisse, passant de 3 534 568 € à 2 453 969 €. Sur l'exercice 2012, 30 % du financement a été assuré par des reprises sur dotations aux engagements de l'année précédente. Comme l'an dernier, les cofinancements sont issus principalement de l'Agence française de développement et, dans une moindre partie, de l'Union européenne.
- Les fonds issus de la générosité étaient plus importants l'année précédente (2011) en raison d'un legs exceptionnel de 410 560 €. Ils passent donc cette année de 1 025 044 € à 570 909 €. Un autre fait marquant fut le démarrage tardif de l'opération de prospection de nouveaux donateurs qui a entraîné une diminution des fonds collectés sur cette catégorie, ainsi qu'une diminution des frais d'appel à la générosité (qui passent de 264 055 € à 164 763 €). Par contre, les fonds issus des opérations de fidélisation continuent d'augmenter de 4 % cette année (518 225 € au total).

On voit ainsi se dessiner les dynamiques liées à l'activité du CFSI et les enjeux présents pour 2013 :

- Le CFSI bénéficie d'une bonne visibilité auprès des bailleurs de fonds publics et fondations partenaires, ce qui, dans le contexte économique actuel est un atout et une chance. Dans la phase actuelle de pleine exécution d'une grande partie de nos programmes thématiques, il s'agit de capitaliser sur nos acquis pour nous lancer dans la mise en œuvre de notre plan stratégique à moyen terme adopté l'an dernier.

- Dans la continuité de l'exercice 2012, cette année 2013 sera concentrée sur la préparation de la suite, c'est à dire la poursuite des dynamiques d'engagement sur nos trois thématiques clé (Agriculture et alimentation, société civile et participation, économie sociale et solidaire) et des soutiens financiers assis sur le triptyque indispensable à notre équilibre économique : liens de confiance avec les bailleurs de fonds publics et fondations partenaires, consolidation de la collecte nette et renforcement de la recherche de subventions privées.

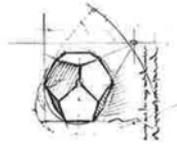
Pour finir, je voulais conclure en souhaitant un débat riche et fructueux pour cette Assemblée Générale qui nous permettra de dessiner les futures dynamiques d'engagement et de partenariat de notre plate-forme collective.

Christophe ALLIOT

Trésorier du CFSI

## 2. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

---

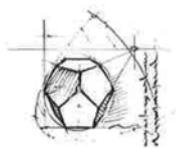


**DOUCET, BETH & ASSOCIÉS**  
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

**Association C.F.S.I.**

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31/12/2012**



# DOUCET, BETH & ASSOCIÉS

Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

ASSOCIATION C.F.S.I.  
32 RUE LE PELETIER  
75009 PARIS

## SOMMAIRE

---

- I. Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31/12/2012
- II. Rapport Spécial
- III. Comptes annuels au 31/12/2012
  - Bilan
  - Compte de résultat
  - Annexe

*19-14, RUE DE L'ÉGLISE 75015 PARIS - TEL : 01 45 79 41 24 - TELECOPIE : 01 45 76 88 64*  
*S.A.R.L. AU CAPITAL DE 38 112,25 euros INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES DE PARIS ET*  
*A LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS-SIREN B 502 588 025 R.C.S. PARIS*

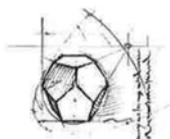


**DOUCET, BETH & ASSOCIÉS**  
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

**Association C.F.S.I.**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2012



## DOUCET, BETH & ASSOCIÉS

Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

**Association**  
**COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE**  
**(C.F.S.I.)**

32 RUE LE PELETIER - 75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS LE 31/12/2012**

### INTRODUCTION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 18 Juin 2010, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'association COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (C.F.S.I.), tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- La justification de nos appréciations.
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

*19-14, RUE DE L'EGLISE 75015 PARIS - TEL : 01 45 79 41 24 - TELECOPIE : 01 45 75 88 64  
S.A.R.L. AU CAPITAL DE 38 112,25 euros INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES DE PARIS ET  
A LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS-SIREN B 309 588 025 R.C.S. PARIS*



## II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

*Les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.*

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 10 juin 2013

**DOUCET, BETH & Associés**

*Commissaire aux Comptes  
Compagnie Régionale de Paris*

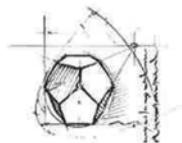
Représentée par Christophe BETH



**DOUCET, BETH & ASSOCIÉS**  
Expertise Comptable Commissariat aux Comptes

**Association C.F.S.I.**

RAPPORT SPECIAL  
EXERCICE CLOS LE 31/12/2012



## DOUCET, BETH & ASSOCIÉS

Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

### Association

#### COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (C.F.S.I.)

32 RUE LE PELETIER - 75009 PARIS

### RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

#### Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2012

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

12-14, RUE DE L'EGLISE 75015 PARIS - TEL : 01 45 79 41 44 - TELECOPIE : 01 45 75 88 64

S.A.R.L. AU CAPITAL DE 38 119,25 euros INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES DE PARIS ET  
A LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS-SIREN B 302 588 025 R.C.S. PARIS



**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

**Conventions passées au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

*Conventions sur projets signées avec des organisations dont les dirigeants sont membres du Conseil de direction du CFSI.*

Le total des conventions signées avec ces organismes s'élève à **305 490 euros** pour l'exercice 2012 et se décompose ainsi :

- ADM Bourg en Bresse, représenté par Gérald Godreuil	600,00 euros
- ADM Grenoble, représenté par Gérald Godreuil	600,00 euros
- Batik International, représenté par Isabelle Devaux	35 560,00 euros
- Cap Solidarités, représenté par Aït Essaghir El Hassan	2 000,00 euros
- ESSOR, représenté par Jean-Philippe Delgrange	35 600,00 euros
- Fédération des MFR Drôme Ardèche, représentée par Alain Godard	39 902,00 euros
- GRDR, représenté par Pauline Casalegno	115 828,00 euros
- GRET, représenté par Damien Thibault	75 600,00 euros

**Conventions passées au cours des exercices précédents et s'étant poursuivies au cours de l'exercice**

Le total des conventions signées avec ces organismes s'élève à **1 972 483.70 euros** pour les exercices 2009 et suivants et se décompose ainsi :

- Batik International, représenté par Isabelle Devaux et Pauline Marc	51 260,00 euros
- Echoppe et Echoppe Togo représenté par André Ernst	377 823,00 euros
- ESSOR, représenté par Jean-Philippe Delgrange	551 138,00 euros
- GRDR, représenté par Pauline Casalegno	73 541,00 euros
- GRET, représenté par Damien Thibault	876 722,40 euros
- UNMFREO, représenté par André Godard	41 999,30 euros

Fait à Paris, le 10 juin 2013

**DOUCET, BETH & Associés**  
 Commissaire aux Comptes  
 Compagnie Régionale de Paris

Représentée par Christophe BETH



**Association C.F.S.I.**

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2012

<b>CFSI</b>	<b>Bilan actif</b>	N° Siret	77568915100071
32 RUE LE PELETIER		NAF (APE)	8899b
75009 PARIS	Document fin d'exercice	N° Identifiant	
		Période du	01/01/12
		au	31/12/12
		Tenue de compte :	EURO

Sage 100 Comptabilité 16.01

Date de tirage 14/06/13 à 16:36:05

Page : 1

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311211
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>19 206,11 €</b>	<b>8 292,32 €</b>	<b>10 913,79 €</b>	<b>9 253,10 €</b>
Logiciels	8 501,91 €	8 292,32 €	209,59 €	641,90 €
Logiciels en cours	10 704,20 €		10 704,20 €	8 611,20 €
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>82 906,67 €</b>	<b>77 985,80 €</b>	<b>4 920,87 €</b>	<b>4 104,88 €</b>
Agencement, matériel, mobilier	82 906,67 €	77 985,80 €	4 920,87 €	4 104,88 €
<b>Immobilisations financières</b>	<b>24 293,28 €</b>		<b>24 293,28 €</b>	<b>26 158,80 €</b>
Dépôt loyer et 1 % logement	24 293,28 €		24 293,28 €	26 158,80 €
<b>TOTAL I</b>	<b>126 406,06 €</b>	<b>86 278,12 €</b>	<b>40 127,94 €</b>	<b>39 516,78 €</b>
<b>Créances</b>	<b>2 621 470,79 €</b>		<b>2 621 470,79 €</b>	<b>5 658 315,19 €</b>
Créances diverses	725 315,78 €		725 315,78 €	866 984,19 €
Subventions à recevoir	1 896 155,01 €		1 896 155,01 €	4 791 331,00 €
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>19 465,55 €</b>		<b>19 465,55 €</b>	<b>1 141 097,35 €</b>
Autres titres	19 465,55 €		19 465,55 €	1 141 097,35 €
<b>Disponibilités</b>	<b>1 137 883,12 €</b>		<b>1 137 883,12 €</b>	<b>244 700,55 €</b>
Banque	1 137 883,12 €		1 137 883,12 €	244 700,55 €
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>1 282 974,93 €</b>		<b>1 282 974,93 €</b>	<b>3 041 663,78 €</b>
Charges constatées d'avance	1 282 974,93 €		1 282 974,93 €	3 041 663,78 €
<b>TOTAL II</b>	<b>5 061 794,39 €</b>		<b>5 061 794,39 €</b>	<b>10 085 776,87 €</b>
<b>TOTAL GENERAL (I à II)</b>	<b>5 188 200,45 €</b>	<b>86 278,12 €</b>	<b>5 101 922,33 €</b>	<b>10 125 293,65 €</b>

DOUCET BETH & ASSOCIES  
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

<b>CFSI</b>	<b>Bilan passif</b>	<b>N° Siret</b>	77568915100071
32 RUE LE PELETIER		<b>NAF (APE)</b>	8899b
75009 PARIS	<b>Document fin d'exercice</b>	<b>N° Identifiant</b>	
		<b>Période du</b>	01/01/12
		<b>au</b>	31/12/12
		<b>Tenue de compte :</b>	EURO

Sage 100 Comptabilité 16.01

Date de tirage 14/06/13

à 16:36:05

Page :

2

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311211
<b>Fonds associatif</b>			<b>51 292,28 €</b>	<b>44 852,99 €</b>
Réserve statutaire			51 292,28 €	44 852,99 €
<b>Réserves</b>			<b>350 632,74 €</b>	<b>350 632,74 €</b>
Réserve opération de développement			350 632,74 €	350 632,74 €
<b>Report à nouveau</b>				
Report à nouveau				
<b>Résultat de l'exercice</b>			<b>5 048,72 €</b>	<b>6 439,29 €</b>
Résultat de l'exercice			5 048,72 €	6 439,29 €
<b>TOTAL (I)</b>			<b>406 973,74 €</b>	<b>401 925,02 €</b>
<b>Provisions pour risques</b>				
Provisions pour risques				
<b>Provisions pour charges</b>				
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>Fonds dédiés</b>			<b>1 407 894,75 €</b>	<b>2 708 929,84 €</b>
Fonds dédiés sur subventions			1 001 227,85 €	2 253 022,87 €
Fonds dédiés sur fonds privés			406 666,90 €	455 906,97 €
<b>Dépôts reçus pour bureaux</b>			<b>6 846,85 €</b>	<b>6 634,78 €</b>
Dépôts sous locataires bureau			6 846,85 €	6 634,78 €
<b>Dettes fournisseurs &amp; cptes rattachés</b>			<b>2 483 768,47 €</b>	<b>3 756 074,68 €</b>
Dettes fournisseurs & cptes rattachés			2 424 211,05 €	3 756 074,68 €
Subventions à reverser			59 557,42 €	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>			<b>169 776,02 €</b>	<b>145 995,05 €</b>
Dettes fiscales et sociales			169 776,02 €	145 995,05 €
<b>Produits constatés d'avance</b>			<b>626 662,50 €</b>	<b>3 105 734,28 €</b>
Produits constatés d'avance			626 662,50 €	3 105 734,28 €
<b>TOTAL (III)</b>			<b>4 694 948,59 €</b>	<b>9 723 368,63 €</b>
<b>TOTAL GENERAL (I à III)</b>			<b>5 101 922,33 €</b>	<b>10 125 293,65 €</b>

**DOUCET BETH & ASSOCIES**  
 Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
 12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

<b>CFSI</b>	<b>Compte de résultat</b>	<b>N° Siret</b>	77568915100071
32 RUE LE PELETIER		<b>NAF (APE)</b>	8899b
75009 PARIS	<b>Document fin d'exercice</b>	<b>N° Identifiant</b>	
		<b>Période du</b>	01/01/12
		<b>au</b>	31/12/12
		<b>Tenue de compte :</b>	EURO

Sage 100 Comptabilité 16.01      Date de tirage 14/06/13      à 16:36:07      Page : 1

Détail des postes			Au 311212	Au 311211
-------------------	--	--	-----------	-----------

<b>CHARGES D'EXPLOITATION (I)</b>				
<b>Coût d'achat des marchandises</b>				<b>17,94 €</b>
Achats de marchandises				17,94 €
<b>Achats et services</b>		<b>667 783,61 €</b>	<b>698 704,33 €</b>	
EDF		774,06 €		978,88 €
Fournitures de bureau et entretien		7 485,79 €		12 493,39 €
Photocopies		4 794,39 €		4 762,55 €
Fournitures action sensibilisation				2 850,46 €
Sous traitance		125 948,72 €		215 577,30 €
Entretien, assurances, documentatio		21 422,73 €		23 409,82 €
Loyers et charges locatives		65 244,72 €		58 910,80 €
Honoraires et expertise		80 084,06 €		37 016,38 €
Impression, publication		72 271,31 €		62 366,49 €
Déplacements et frais de mission		228 153,89 €		207 768,67 €
Affranchissement, téléphone, fax		37 027,63 €		47 902,12 €
Autres services extérieurs		24 576,31 €		24 667,47 €
<b>Impôts, taxes et vers. assimilés</b>		<b>4 060,08 €</b>		<b>3 865,64 €</b>
Impôts, taxes et vers/ assimilés		4 060,08 €		3 865,64 €
<b>Charges du personnel</b>		<b>852 536,13 €</b>		<b>775 673,59 €</b>
Salaires, stagiaires		521 190,32 €		476 724,77 €
Cotisations sociales		331 345,81 €		298 948,82 €
<b>Dotations aux amortis. &amp; provisions</b>		<b>5 321,46 €</b>		<b>7 089,29 €</b>
Dot amortissements		5 321,46 €		7 089,29 €
<b>Autres charges</b>		<b>3 420 459,55 €</b>		<b>2 349 254,10 €</b>
Charges diverses de gestion		9 100,05 €		4 661,29 €
Convention actions développement		3 309 411,33 €		2 241 264,53 €
Convention sensibilisation, étude		101 948,17 €		103 328,28 €
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>4 950 160,83 €</b>		<b>3 834 604,89 €</b>
<b>CHARGES FINANCIERES (II)</b>		<b>27 044,15 €</b>		<b>20 672,01 €</b>
Intérêts et charges assimilées		20,16 €		
Différences négatives de change		27 023,99 €		20 672,01 €
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>		<b>27 044,15 €</b>		<b>20 672,01 €</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)</b>				
Sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles				
Valeur comptable actifs cédés				
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
<b>ENGAGEMENTS (IV)</b>		<b>261 260,63 €</b>		<b>1 243 749,04 €</b>
Engagements sur subventions		36 882,36 €		880 225,35 €
Engagements sur ressources privées		224 378,27 €		363 523,69 €
<b>TOTAL ENGAGEMENTS</b>		<b>261 260,63 €</b>		<b>1 243 749,04 €</b>
<b>Impôts</b>		<b>1 786,00 €</b>		
Impôts sur intérêts livrets		1 786,00 €		
<b>Solde créditeur</b>		<b>5 048,72 €</b>		<b>6 439,29 €</b>
Bénéfice		5 048,72 €		6 439,29 €
<b>TOTAL GENERAL (CHARGES)</b>		<b>5 245 300,33 €</b>		<b>5 105 465,23 €</b>

**DOUCET BETH & ASSOCIES**  
 Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
 12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

<b>CFSI</b>	<b>Compte de résultat</b>	<b>N° Siret</b> 77568915100071
32 RUE LE PELETIER		<b>NAF (APE)</b> 8899b
75009 PARIS	<b>Document fin d'exercice</b>	<b>N° Identifiant</b>
		<b>Période du</b> 01/01/12
		<b>au</b> 31/12/12
		Tenue de compte : EURO

Sage 100 Comptabilité 16.01

Date de tirage 14/06/13

à 16:36:07

Page : 2

Détail des postes			Au 311212	Au 311211
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>				
<b>Vente de produits et prestations</b>			<b>9 355,14 €</b>	<b>3 518,10 €</b>
Ventes de marchandises				
Produits activités annexes			9 355,14 €	3 518,10 €
<b>Collecte générosité du public</b>			<b>570 509,15 €</b>	<b>1 025 043,85 €</b>
Dons non affectés			563 487,10 €	614 483,00 €
Legs			7 022,05 €	410 560,85 €
<b>Subventions</b>			<b>2 453 968,61 €</b>	<b>3 534 568,64 €</b>
Subventions publiques			2 195 863,42 €	3 330 154,76 €
Subventions privées			258 105,19 €	204 413,88 €
<b>Autres produits</b>			<b>625 631,85 €</b>	<b>378 535,79 €</b>
Autres produits			42 443,34 €	36 399,14 €
Participation membres/part activité			583 188,51 €	342 136,65 €
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>3 659 464,75 €</b>	<b>4 941 666,38 €</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS (II)</b>			<b>23 539,75 €</b>	<b>24 983,43 €</b>
Intérêts, produits nets cession vmp			23 539,75 €	24 983,43 €
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>23 539,75 €</b>	<b>24 983,43 €</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (III)</b>				
Sur opérations de gestion				
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
<b>REPRISE SUR FONDS DEDIES (IV)</b>			<b>1 562 295,83 €</b>	<b>138 815,42 €</b>
Reprise sur subventions			1 288 677,49 €	29 855,24 €
Reprise sur fonds privés			273 618,34 €	108 960,18 €
<b>REPRISE SUR FONDS DEDIES</b>			<b>1 562 295,83 €</b>	<b>138 815,42 €</b>
<b>Solde débiteur</b>				
Perte				
<b>TOTAL GENERAL (PRODUITS)</b>			<b>5 245 300,33 €</b>	<b>5 105 465,23 €</b>

**DOUCET BETH & ASSOCIES**  
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

## 3. ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE 2012

### 3.1. ARRETE DES COMPTES

Les comptes de l'exercice ont été arrêtés par le conseil de direction du 4 juin 2013 en présence du commissaire aux comptes.

- Total du bilan	5 101 922,33 €
- Total du compte de résultat	5 245 300,33 €
- Résultat de l'exercice	5 048,72 €

### 3.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice 2012 se solde par un résultat positif de 5 048,72 € qui permettra d'augmenter la réserve statutaire.

Le total du bilan au 31/12/2012 est en diminution par rapport au 31/12/2011 passant de 10 125 293,65 € à 5 101 922,33 €. Cette baisse est liée à l'exécution des projets pluriannuels 2010 – 2012 qui a conduit à utiliser les produits constatés d'avance et les fonds dédiés inscrits au bilan au 31/12/2011 et la trésorerie correspondante. On constate une diminution des dettes liées aux projets et des subventions à recevoir.

Les charges du compte de résultat 2012 sont en augmentation par rapport à 2011 :

- pour l'ensemble des charges : + 3 % ;
- pour les charges de l'exercice hors dotations aux engagements : + 29 %.

En termes de ressources, le CFSI bénéficie du soutien des pouvoirs publics français et européens et de ses donateurs individuels.

Les fonds issus de la générosité sont en diminution (1 025 044 € à 570 509 €) d'une part, car l'exercice 2011 incluait un legs important, d'autre part car l'opération de prospection de nouveaux donateurs n'a démarré qu'en fin d'année 2012. Déduction faite de ces éléments, les fonds issus des donateurs fidèles sont en progression de 4 %.

L'exécution du budget 2012 s'est inscrite dans la mise en œuvre du plan triennal d'activités du CFSI 2010-2012. Ces activités se concentrent autour des trois métiers du CFSI :

- la mise en place de mécanismes de soutien pour financer l'action des membres du CFSI avec une progression des montants dédiés aux membres du CFSI pour les trois axes thématiques : agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation aux politiques publiques ;
- l'animation d'espaces d'échange entre les membres et leurs partenaires concrétisée par plusieurs activités de capitalisation (nourrir les villes, insertion professionnelle, programmes concertés pluriacteurs (PCPA) et société civile et participation aux politiques publiques) et par une étude sur l'économie sociale et solidaire au CFSI ;
- l'élargissement des espaces de coopération à travers les activités menées dans le cadre des PCPA, du programme en Guinée et du programme **ALIMENTERRE**.

### 3.3. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et présentés selon la réglementation comptable française en vigueur résultant des règlements du Comité de la Réglementation comptable (règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations).

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Il est établi pour les mêmes opérations :

- une comptabilité générale tenue selon le plan comptable général, en particulier celui des associations, aboutissant au bilan et au compte de résultat ;
- une comptabilité analytique qui ventile les charges et les produits par destination, c'est à dire en fonction de chaque objectif ou action.

Les subventions sont comptabilisées de la manière suivante :

- la part des subventions prévue pour l'exercice est constatée en produits de l'exercice ;
- les montants contractuels accordés et non encore versés au 31 décembre sont inscrits à l'actif du bilan dans la rubrique subventions à recevoir ;
- la part des subventions relative aux exercices futurs est inscrite au passif du bilan en produits constatés d'avance ;
- le cas échéant, quand une subvention prévue pour l'exercice n'a pas été utilisée en totalité, l'engagement d'emploi est inscrit en charges à la rubrique « engagements à réaliser sur subvention » et en fonds dédiés sur subventions au passif du bilan.

Concernant le suivi des programmes cofinancés, le compte de résultat retrace les différents mouvements liés aux conventions signées avec les organisations membres du CFSI ou partenaires (PCPA, campagne ALIMENTERRE) impliquées dans l'exécution des programmes. A la fin de l'exercice, pour les programmes pluriannuels, les comptes sont arrêtés au regard de l'avancement de chaque programme ou projet. La part des conventions signées avec les organisations membres ou partenaires et correspondant à des charges non réalisées au 31/12/2012 est inscrite en charges constatées d'avance. Autrement dit, tous les engagements pris avant la fin de la clôture de l'exercice sont constatés dans la comptabilité du CFSI.

Les apports en nature des organisations parties prenantes aux actions subventionnées sont introduits au titre des contributions valorisées pour mettre en harmonie la comptabilité analytique avec les tableaux financiers de justification des cofinancements. Ces opérations, d'un montant de 134 945 Euros, ne sont pas intégrées dans le compte de résultat.

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources est intégré à l'annexe comptable en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005. Il est présenté selon l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement 2008-12 du CRC. Les modalités de sa présentation ont été arrêtées par le conseil de direction du CFSI.

### 3.4. RESULTAT

Le compte de résultat 2012 laisse apparaître un solde positif de 5 048,72 €. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire de l'affecter, conformément aux statuts du CFSI, à la réserve statutaire qui se montera après affectation à 56 341 €.

### 3.5. INFORMATIONS SUR LE BILAN

#### Informations sur les comptes de bilan - actif

#### Variation des immobilisations corporelles et incorporelles

IMMOBILISATIONS	Immobilisation 01/01/2012	Augmentation	Diminution	Immobilisation 31/12/2012
<b>Logiciels</b>	16 386	713	8 597	8 502
<b>Logiciels en cours d'acquisition</b>	8 611	2 093		10 704
<b>Mobilier et matériel de bureau</b>	37 406	0	19 401	18 005
<b>Matériel informatique</b>	21 551	4 992	2 039	24 504
<b>Travaux siège social</b>	40 398	0	0	40 398
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>124 352</b>	<b>7 798</b>	<b>30 037</b>	<b>102 113</b>

Les investissements correspondent à l'acquisition de matériel informatique (ordinateurs et logiciels) et au site internet du CFSI mis en ligne début 2012. La diminution de l'actif immobilisé correspond principalement à la mise au rebut de logiciels, matériel informatique, de mobilier et matériel de bureau amortis qui ne sont plus utilisés.

#### Tableau des amortissements

Le mode linéaire d'amortissement est retenu pour toutes les immobilisations. Les durées principales d'amortissement sont :

- 12 mois pour les logiciels ;
- 3 ans pour le matériel informatique ;
- 5 ans pour le mobilier et le matériel de bureau ;
- 8 ans pour les travaux.

AMORTISSEMENTS	Amortissement 01/01/2012	Dotation	Sortie de l'actif	Amortissement 31/12/2012
Logiciels	15 744	1 145	8 597	8 292
Mobilier et matériel de bureau	36 726	477	19 401	17 802
Matériel informatique	20 114	1 711	2 039	19 786
Travaux siège social	38 409	1 988	0	40 398
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	<b>110 994</b>	<b>5 321</b>	<b>30 037</b>	<b>86 278</b>

### Immobilisations financières : 24 293,28 € (26 158,80 € au 31/12/2011)

Les immobilisations financières concernent :

- le dépôt de garantie pour les bureaux du 32 rue Le Peletier 15 428,38 €
- le compte de prêt auprès de l'OCIL (collecteur du 1 % logement) 8 864,90 €

### Créances diverses : 725 315,78 € (866 984,19 € au 31/12/2011)

Les créances diverses sont à échéance inférieure à un an. Elles se répartissent de la manière suivante :

- produits à recevoir correspondant notamment à des refacturations pour les programmes (ex : festival de films) et les sous-locataires, des dons, des cotisations et des apports pour les projets dus au titre de 2012 et encaissés en 2013 (83 835,83 €) ;
- acomptes versés à des organisations membres et partenaires dans le cadre de convention de financement (la majorité des conventions prévoient un acompte de 50 % à la signature) et autres créances (641 479,95 €).

### Subventions à recevoir au 31/12/2012 : 1 896 155,01 € (4 791 331 € au 31/12/2011)

	Montant brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'un an
Agence Française de développement	1 712 380,00	1 712 380,00	0,00
Union européenne	31 161,01	31 161,01	0,00
Autres subventions	152 614,00	152 614,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 896 155,01</b>	<b>1 896 155,01</b>	<b>0,00</b>

### Valeurs mobilières de placement : 19 465,55 € (1 141 097,35 € au 31/12/2011)

Le portefeuille est constitué de placements en SICAV et FCP de capitalisation à caractère sécuritaire. La diminution du montant inscrit au bilan s'explique par la décision prise par le bureau de l'association de privilégier les placements sur les livrets d'épargne dédiés aux associations compte tenu des taux bas des SICAV et FCP. Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont valorisées selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Valeur inscrite au bilan au 31/12/2012 19 465,55 €

Plus value latente 70,50 €

**Charges constatées d'avance : 1 282 974,93 € (3 041 663,78 € au 31/12/2011)**

Ce poste concerne les charges de l'exercice 2013 et des exercices suivants. On distingue :

Les conventionnements de projets pluriannuels :

- part non justifiée des conventions signées avec des membres du CFSI pour les programmes de développement (877 551 €), autrement dit la partie des programmes qui se déroule sur une période allant au delà du 31/12/2012 ;
- part non justifiée des conventions signées avec les partenaires du CFSI, des PCPA Algérie et Congo (349 251 €), autrement dit la partie non réalisée qui se déroule sur une période allant au delà du 31/12/2012.

Les charges engagées en 2012 pour des activités 2013 :

- charges de fonctionnement : location de la machine à affranchir, contrat d'assistance pour les logiciels de comptabilité et paie et fournitures non consommées au 31/12/2012 (30 313 €) ;
- charges liées à des activités : déplacements, prestations facturées mais non finalisées au 31/12/2012 (25 860 €).

**Informations sur les comptes de bilan – passif****Fonds propres : 406 973,74 € (401 925,02 € au 31/12/2011)**

Conformément aux décisions de l'assemblée générale ordinaire du 21 juin 2012, le résultat de l'exercice 2011 a été affecté à la réserve statutaire.

FONDS PROPRES	01/01/2012	mouvement exercice 2012	résultat 2012	31/12/2012
<b>Réserve statutaire</b>	44 852,99	6 439,29		51 292,28
<b>Réserve opérations de développement</b>	350 632,74			350 632,74
<b>Report à nouveau</b>	0,00	0,00		0,00
<b>Résultat de l'exercice</b>	6 439,29	-6 439,29	5 048,72	5 048,72
<b>Total des fonds propres</b>	<b>401 925,02</b>	<b>0,00</b>	<b>5 048,72</b>	<b>406 973,74</b>

**Fonds dédiés : 1 407 894,75 € (2 708 929,84 € au 31/12/2011)**

Les fonds dédiés correspondent à :

- la part non utilisée des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets pluriannuels ;
- la part des engagements pris sur les fonds privés (produits de la collecte) et qui n'a pas encore été totalement utilisée dans le cadre de projets pluriannuels conventionnés.

### Fonds dédiés sur subventions

PROGRAMME	Solde au 1/01/2012	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/2012
<b>Economie sociale et solidaire</b>	552 047,41	0,00	450 383,32	101 664,09
<b>Société civile et participation</b>	1 439 927,16	36 882,36	577 245,76	899 563,76
<b>Agriculture et alimentation</b>	261 048,30	0,00	261 048,30	0,00
<b>TOTAL DOTATIONS SUBVENTIONS</b>	<b>2 253 022,87</b>	<b>36 882,36</b>	<b>1 288 677,38</b>	<b>1 001 227,85</b>

La variation de l'exercice s'explique notamment par :

- des dotations aux engagements sur la convention programme société civile et participation. Ces fonds sont dédiés à des actions qui seront principalement réalisées en 2013 ;
- des reprises sur les subventions destinées aux programmes pluriannuels comme les programmes concertés pluri acteurs en Algérie et en République du Congo, le programme Ville-campagne au Togo, la FISONG formation professionnelle et insertion des jeunes.

### Fonds dédiés sur les fonds privés issus de la générosité du public

La variation de l'exercice s'explique par des dotations sur les fonds privés affectés à des actions pluriannuelles et des reprises concernant les actions menées.

FONDS ISSUS DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	Solde au 1/01/2012	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/2012
<b>Agriculture et alimentation</b>	179 898,84	105 748,42	99 911,96	185 735,30
<b>Economie sociale et solidaire</b>	40 372,32	0,00	30 372,32	10 000,00
<b>Société civile et participation</b>	144 881,26	21 993,60	79 628,57	87 246,29
<b>TOTAL</b>	<b>365 152,42</b>	<b>127 742,02</b>	<b>209 912,85</b>	<b>282 981,59</b>

### Fonds dédiés sur les fonds privés issus de subventions privées

FONDS ISSUS DES SUBVENTIONS PRIVEES	Solde au 1/01/2012	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/2012
<b>Agriculture et alimentation</b>	63 628,67	78 454,43	42 359,30	99 723,80
<b>Economie sociale et solidaire</b>	11 955,43	0,00	6 175,74	5 779,69
<b>Société civile et participation</b>	15 170,45	18 181,82	15 170,45	18 181,82
<b>TOTAL</b>	<b>90 754,55</b>	<b>96 636,25</b>	<b>63 705,49</b>	<b>123 685,31</b>

#### Dépôts reçus : 6 846,85 € (6 634,78 € au 31/12/2011)

Il s'agit des dépôts versés par les sous-locataires des bureaux loués par le CFSI au 32 rue Le Peletier (Interréseau et F3E).

#### Dettes fournisseurs - comptes rattachés : 2 424 211,05 € (3 756 074,68 € au 31/12/2011)

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés comprennent :

- les dettes fournisseurs (fournitures, services) et les charges à payer : 893 072 € dont 5 474 € correspondant à une échéance supérieure à un an ;

- les dettes liées aux conventions avec les membres du CFSI (pour chaque opération, une convention est rédigée et prévoit un règlement du programme en plusieurs tranches) soit 1 151 301 € dont 102 352 € correspondant à des conventions à échéance supérieure à un an ;
- les dettes liées aux conventions avec les partenaires du CFSI (PCPA, ALIMENTERRE) : 379 839 € dont 29 167 € sont à échéance supérieure à un an.

### Dettes fiscales et sociales : 169 776,02 € (145 995,05 € au 31/12/2011)

Ces dettes comprennent

- les dettes sociales : dotations aux congés payés soit 61 062 €, les cotisations sociales et les taxes sur les salaires dues au 31/12/2012 qui ont été réglées au début de l'année 2012 (soit 71 724 €) et les cotisations sociales sur les congés à payés (35 204 €) ;
- les dettes fiscales : 1 786 € correspondant à l'impôt sur les intérêts perçus sur les livrets d'épargne.

Ces dettes sont plus importantes qu'à fin 2011 en raison de l'augmentation de la masse salariale.

### Produits constatés d'avance : 626 662,50 € (3 105 734,28 € au 31/12/2011)

Les produits constatés d'avance correspondent à la partie rattachée aux exercices futurs des subventions reçues de l'Agence Française de Développement (Congo et SCP) et pour lesquelles une convention de financement pluriannuel a été signée.

## Autres informations

### Information résumée sur l'état des créances et des dettes

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES			
	Montant brut	à 1 an	à plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Prêts OCIL et dépôt loyer	24 293,28		24 293,28
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Créances diverses	725 315,78	725 315,78	
Subventions à recevoir	1 896 155,01	1 896 155,01	0,00
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>2 645 764,07</b>	<b>2 621 470,79</b>	<b>24 293,28</b>
<b>DETTES</b>			
<b>Dettes financières</b>			
Dépôts reçus pour bureau	6 634,78		6 634,78
Autres dettes	0,00		
Dettes fournisseurs	2 424 211,05	2 219 614,73	136 992,99
Dettes fiscales et sociales	169 776,02	169 776,02	
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 600 621,85</b>	<b>2 389 390,75</b>	<b>143 627,77</b>

### Engagements hors bilan

Au 31/12/2012, le CFSI n'a aucun engagement hors bilan.

### 3.6. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Les éléments précisés ci-dessous concernent les évolutions significatives constatées pour certains postes. Les dépenses par destination sont décrites dans l'annexe au compte d'emploi des ressources.

#### Les charges

##### **Les achats et services extérieurs : 667 783,61 € (698 704,33 € en 2011)**

Les achats et les services extérieurs sont en diminution de 4 %. A l'intérieur de cette rubrique, on constate des variations correspondant :

- à des charges moins importantes conduisant à une diminution de certains postes relatifs à l'achat de fournitures pour ALIMENTERRE et à la sous-traitance et aux frais d'affranchissement pour les opérations de recherche de fonds, l'opération de prospection de nouveaux donateurs 2012 – 2013 n'ayant démarré qu'à la fin de l'année 2012 ;
- à une progression du montant du loyer et des charges locatives qui s'explique par l'intégration en 2011 d'une régularisation en faveur du CFSI des charges locatives sur les exercices antérieures ;
- à la mise en place d'activités conduisant à une progression de certains postes (honoraires, impression / publication, déplacements et frais de mission) : conception et réalisation d'une exposition, développement du centre de ressources ALIMENTERRE, évaluation et/ou audit spécifique de cinq programmes (Algérie, ALIMENTERRE, FISONG, Guinée, Togo), organisation de séminaires (Economie sociale et solidaire et séminaire sur la cohérence des politiques avec le développement) d'une assemblée plénière du PCPA Algérie et du PCPA Congo.

##### **Les charges de personnel : 852 536,13 € (775 673,59 € en 2011)**

Le montant des charges de personnel progresse de 10 %. Cette hausse correspond :

- au recours à du personnel en contrat à durée déterminée pour assurer les périodes de transition lors de remplacements (congé maternité et congé parental) et pour renforcer le suivi du programme économie sociale et solidaire, notamment la capitalisation du programme FISONG sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ;
- aux revalorisations habituelles des salaires (ancienneté, revalorisation de la valeur du point).

Les charges de personnel représentent 17 % du budget hors dotations aux engagements. Les cinq salaires les plus élevés se montent à 250 814 euros.

##### **Les autres charges : 3 420 459,55 € (2 349 254,10 € en 2011)**

Les autres charges incluent principalement :

- les conventions signées avec des membres et des partenaires du CFSI pour les programmes de coopération ou avec des partenaires pour la campagne ALIMENTERRE ;
- les dépenses réalisées par les cellules exécutives des PCPA en Algérie et au Congo ;

En 2012, 183 conventions ont fait l'objet d'un suivi dont 104 signées au cours de l'exercice. 69 conventions pluriannuelles ne sont pas entièrement justifiées fin 2012 et seront exécutées en 2013.

MEMBRES ET PARTENAIRES CONCERNES	Montant exécuté en 2011	Montant exécuté en 2012
Membres du CFSI : Afdi, Agir abcd, Agrisud, Batik International, Coopération Atlantique, Essor, Geres, Grdr, Gret, Syfia International, Unmfreo	503 971,51	679 431,45
Fisong - formation professionnelle (Essor et Gret)	276 541,08	418 678,95
Echoppe programme ville campagne Togo	83 441,50	42 267,13
43 Associations congolaises membres du PCPA Congo	199 930,49	420 203,63
Cellule Congo (gouvernance, formation, animation)	332 330,91	374 549,00
59 Associations algériennes membres du PCPA Algérie	427 250,61	780 045,25
Cellule Algérie (gouvernance, formation, animation)	320 498,34	409 449,74
CNOSCG Guinée	97 300,09	184 786,18
sous total conventions et charges liées aux actions de développement	2 241 264,53	3 309 411,33
ALIMENTERRE (Associations locales Artisans du Monde, Cap Solidarités, Coopération Atlantique, Gret, MFR départementale, membres du CFSI)	3 550,00	14 400,00
ALIMENTERRE 17 pôles et relais non membres du CFSI,	21 350,00	18 500,00
ALIMENTERRE 2 partenaires polonais	74 928,28	60 321,17
ALIMENTERRE étude plaidoyer - Commission agriculture et alimentation	3 500,00	8 727,00
sous total conventions liées aux actions de sensibilisation et étude plaidoyer	103 328,28	101 948,17
<b>TOTAL</b>	<b>2 344 592,81</b>	<b>3 411 359,50</b>

Les engagements à réaliser sur les ressources affectées : 261 260,63 € (1 243 749,04 € en 2011)

Il s'agit des engagements à réaliser sur les fonds affectés à des programmes. La dotation est inférieure à celle constatée en 2011 car l'année 2012 correspondait à la fin d'un ensemble de projets triennaux conduisant à consommer sur l'exercice la plus grande partie des ressources affectées.

### Les ressources

Le financement de l'exercice a été assuré à 70 % par des ressources de l'exercice et à 30 % par des reprises sur dotations aux engagements sur les ressources affectées.

### Les ressources hors reprise sur ressources affectées

Les ressources de l'exercice comprennent :

- des dons et legs ;
- des subventions privées et des subventions publiques correspondant à des cofinancements de l'Agence française de développement (ALIMENTERRE, PCPA Algérie,

PCPA Congo, convention programme société civile et participation) et de l'Union européenne (ALIMENTTERRE) ;

- des produits divers (cotisations, participation des organisations membres ou partenaires au financement des actions, etc.).

### Les dons 563 487,10 € (2011 : 614 483 €)

Les montants collectés ont diminué de 8 % en raison de ressources moins importantes issues de la prospection, l'opération de prospection n'ayant démarré qu'à la fin de l'année 2012. En revanche, les dons issus de la fidélisation ont progressé de 4 %. En 2012, 6 920 donateurs ont manifesté leur soutien au CFSI.

Ces résultats sont le fruit de la stratégie de collecte validée par le conseil de direction d'avril 2012. Les appels à la générosité ont été déclinés de la manière suivante :

- Fidélisation :
  - mailing de fidélisation se traduisant par l'envoi d'une lettre de demande de soutien accompagnée du « Courrier du CFSI » adressée aux donateurs réguliers du CFSI (2 numéros par an), envoi de « L'Essentiel de l'année 2011 » et envoi d'une lettre simple d'appel au don. Les résultats de ces opérations ont progressé de 7 % en nombre et de 2 % en montant par rapport à 2011. Ceci s'explique par une meilleure réactivité des donateurs recrutés les années précédentes même si les taux de passage au second don restent faibles ;
  - des opérations visant à augmenter le nombre de personnes prélevées : le nombre de dons par prélèvement a progressé de 8 %. Les prélèvements constituent 42 % des montants collectés. 2 009 donateurs sont prélevés, soit 29 % des personnes ayant fait un don au CFSI en 2012 ;
- Réactivation : une opération téléphonique pour relancer des donateurs inactifs depuis 2 à 5 ans : 629 donateurs ont renouvelé leur engagement vis à vis du CFSI ;
- Recrutement : la mise en place d'une nouvelle opération de recrutement de donateurs. 189 nouveaux donateurs ont apporté leur soutien au CFSI en 2012.

	Nombre de dons 2011	Montants collectés 2011	Don moyen 2011	Nombre de dons 2012	Montants collectés 2012	Don moyen 2012	évolution nombre de dons	Evolution montants collectés
<b>Fidélisation</b>	18 427	499 687	27	19 789	518 225	26	7%	4%
<b>Réactivation anciens donateurs</b>	924	26 999	29	629	18 027	29	-32%	-33%
<b>Dons nouveaux donateurs</b>	2 629	69 063	26	176	5 617	32	-93%	-92%
<b>Collecte municipalités</b>	65	3 734	57	80	3 618	45	23%	-3%
sous total dons	<b>22 045</b>	<b>599 483</b>	<b>27</b>	<b>20 674</b>	<b>545 487</b>	<b>26</b>	<b>-6%</b>	<b>-9%</b>
<b>Exceptionnel et grands donateurs</b>	2	15 000		3	18 000			
sous total dons grands donateurs	<b>2</b>	<b>15 000</b>		<b>2</b>	<b>18 000</b>			
total	<b>22 047</b>	<b>614 483</b>		<b>20 676</b>	<b>563 487</b>		<b>-6%</b>	<b>-8%</b>

### Les legs : 7 022,05 € (2011 : 410 560,85 €)

Les legs sont comptabilisés au moment de l'encaissement. Après une année 2011 exceptionnelle (un legs important), 1 seul legs non affecté a été enregistré au cours de l'exercice.

**Les subventions publiques et privées : 2 453 968,11 € (2011 : 3 534 568,64 €)**

OBJET	Origine	Montant de l'exercice
<b>Campagne ALIMENTERRE</b>	AFD	108 655
<b>PCPA Algérie</b>	AFD	971 948
<b>PCPA Congo</b>	AFD	597 932
<b>Convention programme SCP</b>	AFD	342 870
<b>Campagne ALIMENTERRE</b>	UE	186 162
<b>Guinée à reverser</b>	SCAC Conakry et UE	-35 264
<b>PCPA Congo</b>	Ministère Plan Congo	23 560
<b>Subventions publiques</b>		2 195 863
<b>Algérie, ALIMENTERRE, Agriculture et alimentation</b>	Fondation de France	121 927
<b>ALIMENTERRE, Fonds AEA, PCPA Congo</b>	Autres	136 179
<b>Subventions privées</b>		258 105
<b>TOTAL</b>		<b>2 453 969</b>

**Les autres produits : 625 631,85 € (378 535,79 € en 2011)**

Les autres produits comprennent :

- les cotisations des membres du CFSI (32 185 €) ;
- les participations des membres et des partenaires au financement des conventions (583 189 €) ;
- des produits divers de gestion (10 258 €) incluant notamment des ressources pour le festival de films ALIMENTERRE, les adhésions des organisations françaises et congolaises au PCPA Congo.

**Les produits financiers : 23 539,75 € (24 983,43 € en 2011)**

Les produits financiers comprennent les différences positives de change (11 334 €) et les produits financiers issus des placements de trésorerie (12 205 €).

**Les reprises sur ressources affectées : 1 562 295,83 € (138 815,42 € en 2011)**

Il s'agit de reprises effectuées au cours de l'exercice 2012 sur des ressources affectées à des actions pluriannuelles et utilisées durant l'exercice. Elles concernent :

- des fonds dédiés sur subventions, soit 1 288 677 € (ALIMENTERRE, PCPA Algérie et Congo, FISONG, Guinée, la convention programme Société civile et participation et le programme ville campagne au Togo) ;
- des fonds privés, soit 273 618 € pour différents programmes dont 209 213 € correspondent à des fonds issus de la générosité du public.

### 3.7. Autres informations

#### Contributions volontaires à titre gratuit

Les contributions volontaires à titre gratuit sont comptabilisées pour prendre en compte les apports en nature des membres et des organisations partenaires aux programmes cofinancés en Algérie et au Congo. Elles se montent à 134 945 € mais ne sont pas incluses dans le compte de résultat.

#### Ressources humaines

Effectif salarié au 31/12/2012 14,5 équivalents temps plein.

Les trois principaux dirigeants du CFSI sont les membres élus du bureau (président, vice-président, trésorier) qui assument leur fonction à titre bénévole.

Avantages en nature (dirigeants et bénévoles) néant

#### Fonctionnement statutaire et gestion désintéressée

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil de direction. Seuls les frais de déplacements des membres du conseil de direction résidant en province et venant à Paris pour les réunions du conseil de direction sont remboursés sur justificatif (billet SNCF). Le total de ces remboursements se monte à 1 806 euros.

#### Liste des filiales et autres organismes

Néant

#### Agrément du Comité de la Charte

En avril 2010, le CFSI a obtenu la reconduction de son agrément triennal par le Comité de la Charte du Don en Confiance.

#### Commissaire aux comptes

Les comptes de l'exercice sont certifiés par le Cabinet Doucet Beth. Le montant des honoraires perçus s'élève à 14 651 euros TTC.

Trois audits spécifiques intermédiaires ont été réalisés au cours de l'exercice par le Cabinet Doucet Beth :

- ALIMENTERRE	5 382 euros TTC
- Guinée	4 186 euros TTC
- Programme ville campagne Togo	6 578 euros TTC

#### Faits postérieurs à l'exercice et perspectives d'activités

Le CFSI a démarré l'exercice 2013 en poursuivant la mise en œuvre des actions bénéficiant de cofinancements pluriannuels (PCPA Algérie, Congo, convention programme société civile et participation). Il a obtenu fin avril deux cofinancements triennaux de l'AFD (PCPA Algérie, Fonds agriculture et alimentation et ALIMENTERRE).

L'agrément triennal par le Comité de la Charte a été renouvelé.

Concernant la générosité du public, le conseil de direction réuni en février 2013 a validé la stratégie qui va consister à :

- fidéliser les nouveaux donateurs par des opérations spécifiques durant l'année ;
- poursuivre le développement du don par prélèvement. A fin mai 2013, le nombre de dons par prélèvement était en progression de 4 % en nombre et de 3 % en montant par rapport à avril 2012 ;
- réactiver des donateurs n'ayant pas donné au CFSI depuis plusieurs années ;
- poursuivre l'opération de recrutement de donateurs démarrée fin 2012.

**DOUCET BETH & ASSOCIES**  
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

## 4. COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

	colonne 1	colonne 3		colonne 2	colonne 4
EMPLOIS	EMPLOIS 2012 = COMPTE DE RESULTAT	AFFECTATION PAR EMPLOIS DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC UTILISEES SUR 2012	RESSOURCES	RESSOURCES 2012 réalisé	SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC ET UTILISEES SUR 2012
MISSIONS SOCIALES			<b>Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice</b>		108 185
agriculture et alimentation	829 888	174 093	<b>1. RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC</b>		
économie sociale et solidaire	548 416	73 998	1.1. Dons et legs collectés		
société civile et participation	3 105 835	277 730	Dons manuels non affectés	563 487	563 487
TOTAL DES MISSIONS SOCIALES	<b>4 484 139</b>	<b>525 822</b>	Dons manuels affectés		
FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			Legs non affectés	7 022	7 022
frais d'appel à la générosité du public	164 763	121 811	Legs affectés		
frais de recherche des autres fonds privés	7 941	0			
frais de recherche de subventions publiques	51 805	0			
TOTAL FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	<b>224 509</b>	<b>121 811</b>	<b>TOTAL RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC</b>	<b>570 509</b>	
FRAIS DE FONCTIONNEMENT			2. Autres fonds privés	258 105	
vie associative	24 649	0	3. Subventions	2 195 863	
fonctionnement	219 576	0	4. Autres produits	658 527	
communication institutionnelle	26 119	0			
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	<b>270 344</b>	<b>0</b>			
I Total des emplois inscrits au compte de résultat	<b>4 978 991</b>		<b>I Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat</b>	<b>3 683 005</b>	
II Dotations aux provisions			II Reprises de provisions		
III Engagements à réaliser sur ressources affectées	261 261		III Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	1 562 296	
			IV Variation des fonds dédiés collectés auprès du public		82 171
IV Excédent des ressources de l'exercice	5 049		V Insuffisance de ressources de l'exercice	0	
V TOTAL GENERAL	<b>5 245 300</b>		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 245 300</b>	<b>652 680</b>
V Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public					
VI Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VII Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		647 632	VI Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		647 632
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice		113 233

Paris, le 29 mai 2012


Yves Le Bars  
Président du CFSI

DOUCET BETH & ASSOCIES  
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
12-14 rue de la Harpe - 75015 PARIS


Christophe Alliot  
Trésorier

## 4.1. DESCRIPTION DU MODELE SOCIO-ECONOMIQUE DU CFSI

Le CFSI est une plate-forme regroupant des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Son objet social le conduit à mener des activités de solidarité internationale. Elles se concrétisent par des programmes de développement, de sensibilisation de l'opinion publique et de plaidoyer auprès des décideurs.

Le financement du CFSI est assuré par la générosité du public, par des bailleurs de fonds publics et privés et par les apports de ses membres et de ses partenaires sous forme de cotisation et d'apports à des projets.

Les missions sociales du CFSI se concentrent autour de trois métiers :

- la mise en place de mécanismes de soutien pour financer l'action des membres du CFSI et les actions menées par les partenaires des PCPA Algérie et Congo grâce aux dons collectés auprès du public et en construisant des fonds de financement avec des partenaires privés ou publics ;
- l'organisation et la gestion d'espaces collectifs mobilisateurs autour d'un thème sectoriel ou géographique ;
- l'animation et la valorisation des activités menées, notamment des formations pour la campagne **ALIMENTERRE**, et des travaux de capitalisation relatifs aux différents programmes.

## 4.2. POLITIQUE DE RESERVES

Les réserves du CFSI se montent au 31 décembre 2012, à 1 mois d'activité (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotation aux engagements). Ce ratio a diminué par rapport à la situation au 31/12/2011 (1,3 mois d'activité). Cette diminution s'explique par :

- un budget plus important lié à la montée en puissance des programmes triennaux ;
- la difficulté d'avoir un résultat permettant au CFSI d'augmenter significativement ses réserves.

Une réserve correspondant à trois mois d'activité serait nécessaire et permettrait d'assurer la pérennité des actions.

## 4.3. REGLES D'ETABLISSEMENT DU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES (CER)

Les règles d'établissement du compte d'emploi des ressources ont été définies par le Conseil de direction de décembre 2009 puis arrêtées par le Conseil de direction de mai 2010.

### Définition des missions sociales

Les missions sociales du CFSI correspondent aux trois axes programmatiques réaffirmées dans le cadre stratégique 2013 – 2016 adopté par l'assemblée générale de juin 2012 :

- *agriculture et alimentation* qui correspond à un ensemble d'actions en faveur du développement de l'agriculture familiale et de la promotion du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire ;

- *économie sociale et solidaire* qui favorise des initiatives pour une économie au service de l'homme ;
- *société civile et participation* qui vise d'une part à renforcer les organisations de la société civile des pays du Sud pour qu'elles participent à la définition et au suivi des politiques publiques et d'autre part à faire connaître leurs initiatives auprès du public et des décideurs.

### Principe d'affectation des coûts

Les coûts sont imputés dans la comptabilité analytique qui intègre les trois rubriques du CER :

- les missions sociales où figurent tous les coûts directs liés aux activités réalisées dans le cadre de ces missions ;
- les frais de recherche de fonds où figurent tous les frais d'appel à la générosité du public, les frais de recherche et de suivi des fonds privés et des fonds publics ;
- les frais de fonctionnement où sont inclus tous les coûts indirects des activités et les coûts de structure et de direction générale.

Les frais de personnel sont imputés aux différentes rubriques du CER en fonction des temps passés par les salariés sur les différentes activités liées à leur poste. A cet effet, chaque salarié remplit une feuille temps mensuelle. Celle-ci permet d'imputer :

- le temps de travail dédié à la mise en œuvre des missions sociales qui disparaîtrait si la mission sociale n'existait plus (appui, animation, étude) ;
- le temps de travail correspondant à la recherche de fonds ;
- le temps de travail nécessaire à la direction, l'administration générale de l'association, à la vie associative et à la communication institutionnelle.

### Principes d'affectation des ressources aux missions sociales

L'affectation des ressources aux missions sociales (ressources issues de la générosité du public, subventions et autres ressources) est réalisée à partir des budgets d'activité :

- ceux comprenant des ressources publiques et privées font l'objet d'une convention avec les bailleurs indiquant la répartition des fonds publics et des fonds issus de la générosité du public. ;
- les budgets d'activités comprenant seulement des ressources issues de la générosité du public (ex. appels à initiatives sur fonds propres) sont votés par le Conseil de direction dans le cadre du vote du budget général lui-même approuvé par l'assemblée générale ou le cas échéant lors d'un vote spécifique.

Cette répartition est le cas échéant ajustée en cours d'exercice dans le cadre du suivi budgétaire et en fin d'exercice lors de l'arrêté des comptes en fonction des financements obtenus et des dépenses engagées.

### Principes concernant le financement des frais de recherche de fonds et le fonctionnement

Les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement sont financés par :

- une quote-part des ressources publiques et privées finançant les missions sociales conformément au pourcentage autorisé par les bailleurs de fonds (généralement entre 7 et 10 % du coût des missions sociales) ;
- les ressources spécifiques comme les cotisations des organisations membres du CFSI ;
- la part éventuelle non financée par ces différentes ressources est financée par les ressources issues de la générosité du public. Elle est indiquée dans le CER. L'excédent éventuel de ces ressources finance les frais de recherche de fonds. En 2012, cet excédent a permis de financer une partie des frais d'appel à la générosité du public.

### Principes concernant les immobilisations

La mise en œuvre des missions sociales ne nécessite pas d'immobilisation. De fait, le mécanisme de retraitement de la part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par la générosité du public ainsi que les dotations correspondantes n'ont pas été utilisés dans l'élaboration du CER (rubrique 5 et 6 des emplois).

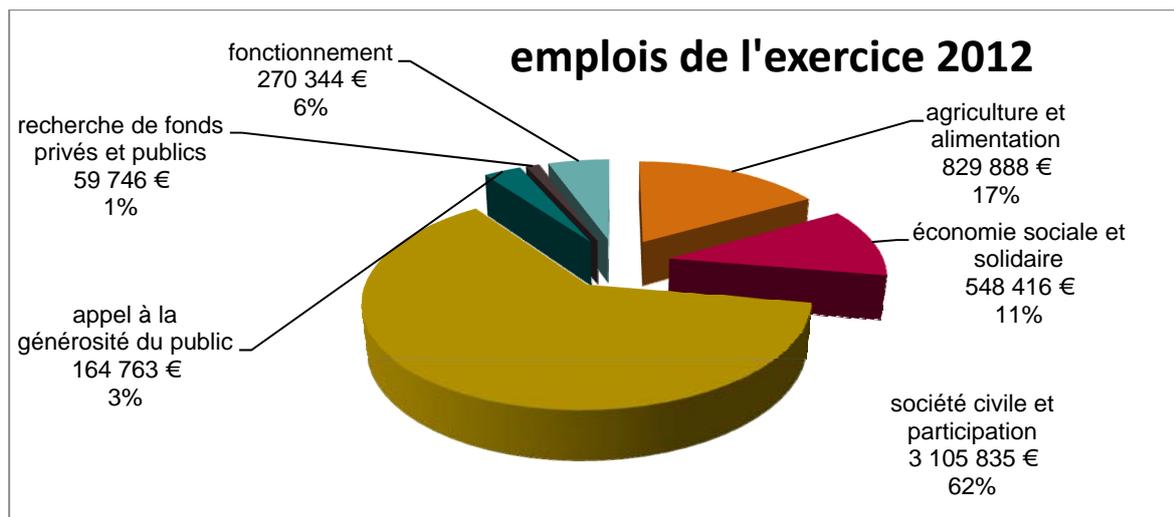
## 4.4. Les emplois de l'exercice (colonne 1 du CER)

Tableau de passage du compte de résultat au compte d'emploi des ressources

	Personnel	Autres charges d'exploitation	Convention actions développement	Convention sensibilisation et plaidoyer	Engagements à réaliser	TOTAL EMPLOIS
<b>Agriculture et alimentation</b>	339 480	345 254	103 527	41 627		829 888
<b>Economie sociale et solidaire</b>	69 043	449 002	30 372			548 417
<b>Société civile et participation</b>	213 087	1 190 927	1 701 820	0		3 105 834
<b>Missions sociales</b>	<b>621 609</b>	<b>1 985 183</b>	<b>1 835 719</b>	<b>41 627</b>	<b>0</b>	<b>4 484 139</b>
<b>frais d'appel à la générosité du public</b>	35 690	129 073				164 763
<b>frais de recherche de fonds privés</b>	7 941	0				7 941
<b>frais de recherche de fonds publics</b>	51 805					51 805
<b>Frais de recherche de fonds</b>	<b>95 436</b>	<b>129 073</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>224 509</b>
<b>Vie associative</b>	14 549	10 100				24 649
<b>Fonctionnement</b>	98 126	121 450				219 576
<b>Communication institutionnelle</b>	22 816	3 303				26 119
<b>Fonctionnement</b>	<b>135 491</b>	<b>134 853</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>270 344</b>
<b>Engagements : ressources affectées aux missions sociales et non encore utilisées</b>					261 261	261 261
<b>TOTAL</b>	<b>852 536</b>	<b>2 249 109</b>	<b>1 835 719</b>	<b>41 627</b>	<b>261 261</b>	<b>5 240 252</b>
<b>Résultat</b>						<b>5 049</b>
<b>TOTAL</b>						<b>5 245 300</b>

### Répartition des emplois de l'exercice

Les missions sociales représentent 90 % des emplois de l'exercice (hors engagement), les frais liés à la recherche de fonds 4 % et le fonctionnement 6 %. La part des missions sociales est plus importante qu'en 2011 (84 %) car l'année 2012 était une année particulière où un certain nombre de programmes triennaux ont été finalisés ou sont dans les derniers mois de réalisation, ce qui entraîne davantage d'emplois, les premiers mois des programmes étant souvent consacrés à la définition et mise en place des activités.



**DOUCET BETH & ASSOCIES**

Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

## Ventilation des emplois par nature de charges du compte de résultat

	Mission sociale	Recherche fonds	Fonctionnement	REALISE
<b>Edf</b>	0	0	774	774
<b>Fournitures bureau et entretien</b>	3 598	259	3 629	7 486
<b>Photocopies et copieur</b>	3 342	539	913	4 794
<i>sous total fournitures</i>	<b>6 940</b>	<b>798</b>	<b>5 317</b>	<b>13 054</b>
<b>Sous traitance</b>	36 756	87 435	1 758	125 949
<b>Loyers et charges locatives</b>	0	0	65 245	65 245
<b>Entretien, assurance, documentation</b>	3 633	0	17 790	21 423
<b>Honoraires - expertises</b>	64 123	0	15 961	80 084
<b>Impression publication</b>	61 881	8 647	1 743	72 271
<b>Déplacements et frais de mission</b>	224 364	639	3 151	228 154
<b>Affranchissements téléphone fax</b>	5 215	26 755	5 057	37 027
<b>Autres services extérieurs</b>	12 167	4 799	7 610	24 576
<i>Sous total services</i>	<b>408 140</b>	<b>128 275</b>	<b>118 314</b>	<b>654 729</b>
<b>Impôts et taxes</b>	0	0	4 110	4 110
<i>Sous total impôts et taxes</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 110</b>	<b>4 110</b>
<b>Salaires</b>	392 007	60 122	69 061	521 190
<b>Cotisations sociales</b>	229 602	35 314	66 430	331 346
<i>Sous total charges de personnel</i>	<b>621 609</b>	<b>95 436</b>	<b>135 491</b>	<b>852 536</b>
<b>Charges diverses de gestion</b>	9 065	0	35	9 100
<b>Convention actions développement</b>	635 470	0	0	635 470
<b>Allocation de fonds partenaires</b>	2 734 262	0	0	2 734 262
<b>Convention sensibilisation concertation</b>	41 627	0	0	41 627
<i>Sous total autres charges</i>	<b>3 420 425</b>	<b>0</b>	<b>35</b>	<b>3 420 460</b>
<b>Dotations aux amortissements</b>	0	0	5 321	5 321
<i>Sous total dotations aux amortissements</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 321</b>	<b>5 321</b>
<i>Sous total charges d'exploitation</i>	<b>4 457 115</b>	<b>224 509</b>	<b>270 324</b>	<b>4 951 947</b>
<b>Charges financières</b>	27 024	0	20	27 044
<i>sous total charges financières</i>	<b>27 024</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>27 044</b>
<i>sous total charges exceptionnelles</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Emplois de l'exercice</i>	<b>4 484 139</b>	<b>224 509</b>	<b>268 588</b>	<b>4 977 205</b>
<b>Engagement à réaliser sur subvention</b>	36 882	0	0	36 882
<b>Engagement à réaliser sur fonds propres</b>	127 742	0	0	127 742
<b>Engagement à réaliser sur fonds privés</b>	96 636	0	0	96 636
<i>Sous total engagements</i>	<b>261 261</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>261 261</b>
<b>Impôts</b>			1 786	1 786
<b>Total charges</b>	<b>4 745 399</b>	<b>224 509</b>	<b>270 344</b>	<b>5 240 252</b>

## Répartition de la masse salariale

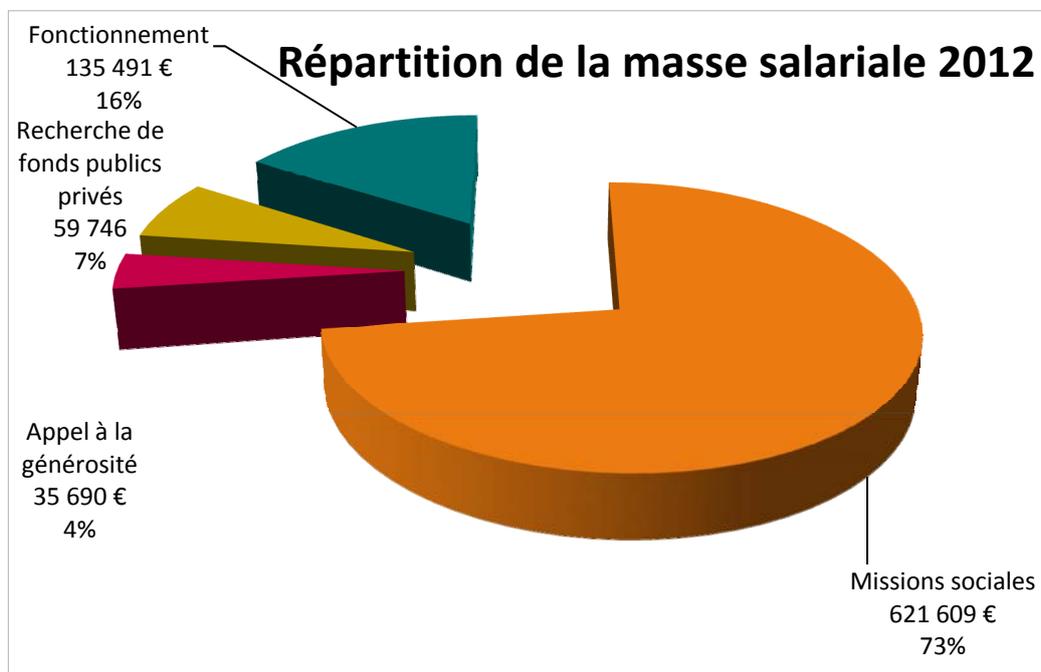
73 % du temps de travail de l'équipe salariée du CFSI concerne les missions sociales pour notamment :

- d'une part instruire et suivre l'appel à initiatives agriculture et alimentation et assurer la capitalisation des activités menées sur le thème « nourrir les villes » et d'autre part animer la campagne **ALIMENTERRE** en coordonnant des actions d'éducation au développement et de plaidoyer ;
- suivre l'étude sur l'économie sociale et solidaire et assurer le suivi / capitalisation d'un programme concernant l'insertion socio professionnelle des jeunes ;
- animer la convention programme société civile et participation aux politiques publiques qui concerne une quinzaine d'organisations membres du CFSI et les PCPA, appuyer les équipes algériennes et congolaises qui assurent la mise en œuvre de ces programmes dans ces deux pays, suivre le programme mené par le CNOSCG en Guinée.

Pour financer la mise en œuvre des missions sociales, du temps de travail est affecté :

- à la recherche de fonds et à l'établissement des comptes-rendus techniques et financiers (7 % pour les subventions privées et publiques et 4 % pour les appels à la générosité du public) ;
- à la vie associative (2 % de la masse salariale), autrement dit le suivi des instances qui déterminent les orientations générales de l'association.

Le temps de travail affecté au fonctionnement général de l'association et à la communication institutionnelle du CFSI correspond à 14 % de la masse salariale.



**DOUCET BETH & ASSOCIES**  
 Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
 12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

## Détail des missions sociales 2012 : 4 484 139 euros (3 245 655 euros en 2011)

MISSIONS SOCIALES	2011	2012
Programme Nourrir les villes : appel à projet, suivi des projets, capitalisation	241 225	226 744
programme Ville Campagne Echoppe – Togo	113 205	62 595
campagne ALIMENTERRE (éducation au développement et plaidoyer)	450 262	540 549
<b>TOTAL AGRICULTURE ET ALIMENTATION</b>	<b>804 692</b>	<b>829 888</b>
suivi général du programme (projets) et animation	86 163	43 720
étude économie sociale et solidaire		37 405
formation professionnelle et insertion des jeunes	295 374	467 291
<b>TOTAL ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>	<b>381 537</b>	<b>548 416</b>
convention programme société civile et participation	395 403	626 243
PCPA Algérie	905 026	1 391 081
PCPA Congo	639 651	891 550
Partenariat CFSI - CNOSCG (Guinée)	116 639	196 961
Médiatiser la face invisible du développement (éducation au développement)	2 706	0
<b>TOTAL SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION</b>	<b>2 059 425</b>	<b>3 105 835</b>
<b>TOTAL DES MISSIONS SOCIALES</b>	<b>3 245 655</b>	<b>4 484 139</b>

### Agriculture et alimentation : 829 888 euros (804 692 euros en 2011)

L'axe agriculture et alimentation a vu un maintien global des activités qui concerne :

- le fonds agriculture et alimentation incluant le temps d'instruction de l'appel conjoint CFSI / Fondation de France, l'animation des échanges et la capitalisation sur le thème « nourrir les villes », les appuis financiers du CFSI à ses organisations membres, (les appuis de la Fondation de France ne sont pas comptabilisés au CFSI car ils sont versés directement par la Fondation de France aux porteurs de projets avec lesquels elle passe des conventions) ;
- le programme Ville Campagne (dernière phase d'un programme de 4 ans) ;
- la campagne ALIMENTERRE cofinancée de 2010 à 2012 par l'AFD et l'Union européenne. Les montants indiqués intègrent la part du cofinancement européen gérée par les partenaires polonais soit 60 321 euros.

### Economie sociale et solidaire : 548 416 euros (381 537 euros en 2011)

La mission économie sociale et solidaire correspond aux activités suivantes qui connaissent :

- le suivi des projets validés lors des appels à initiatives des années précédentes. En 2012, aucun appel n'a été proposé, l'année 2012 étant consacrée à définir le contenu du programme économie sociale et solidaire dans le cadre de la finalisation de l'étude sur les enjeux et les perspectives de l'économie sociale et solidaire pour les actions de solidarité internationale ;
- un programme lié à la thématique formation professionnelle et insertion des jeunes qui inclut deux projets réalisés par Essor et le Gret et un volet capitalisation.

### Société civile et participation : 3 105 835 euros (2 059 425 euros en 2011)

En 2012, le programme société civile et participation s'est renforcée autour des activités suivantes :

- une activité concernant les organisations membres du CFSI à travers la convention programme société civile et participation cofinancée par l'Agence Française de

- Développement. L'année 2012 se caractérise par la mise en œuvre de projets menés par les organisations membres du CFSI et la poursuite de la capitalisation ;
- deux programmes concertés pluri-acteurs cofinancés par l'AFD et l'Union européenne (PCPA Algérie et Congo) où le CFSI intervient comme ONG garante. Ces programmes sont menés avec des organisations françaises et algériennes et congolaises et visent à renforcer des organisations de la société civile de ces deux pays ;
  - la fin du programme mené en Guinée avec le CNOSCG (Conseil National des Organisations de la Société Civile de Guinée).

Le programme médiatiser la face invisible du développement cofinancé par l'Union européenne s'est terminé début 2011 et n'a pas été reconduit faute de financement.

## Les frais d'appel à la générosité du public et le fonctionnement

### Les frais d'appel à la générosité du public : 164 763 euros (264 055 euros en 2011)

En 2012 les frais d'appel à la générosité ont été moins importants qu'en 2011 car l'opération de recrutement de nouveaux donateurs ne s'est déroulé qu'en fin d'année. L'ensemble des frais engagés en 2012 correspondent :

- aux dépenses liées à l'information des donateurs : cette information est réalisée via le « Courrier du CFSI » et par une lettre électronique trimestrielle. Le CFSI a fait le choix depuis plus de 10 ans de limiter ses envois postaux à ses donateurs en adressant au maximum 4 courriers par an (et un courrier par an à ceux qui le demandent) ;
- aux dépenses visant à pérenniser les actions du CFSI (passage au prélèvement des donateurs et dans une moindre mesure les dépenses liées au recrutement de nouveaux donateurs).

L'ensemble des messages est réalisé par l'équipe du CFSI. Les opérations de recrutement de nouveaux donateurs et de passage au prélèvement sont réalisées avec l'appui d'un prestataire extérieur.

Les frais de traitement des dons incluent la saisie des dons réalisée en interne par l'équipe du CFSI et le traitement informatique du fichier pour lequel le CFSI fait appel à un prestataire extérieur.

APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC	Frais d'appel 2011	Frais d'appel 2012	Traite-ment des dons 2011	Traite-ment des dons 2012	TOTAL 2011	TOTAL 2012
<b>Prestataire (télémarketing, gestion du fichier, mise sous pli)</b>	143 458	65 958	23 760	21 476	167 217	87 435
<b>Autres charges (copies, fournitures, services bancaires)</b>	213	1 769	4 232	4 952	4 445	6 721
<b>Impression</b>	9 815	8 369	1 471	279	11 286	8 647
<b>Frais postaux</b>	26 844	18 675	10 417	7 594	37 261	26 270
<b>Ressources humaines</b>	11 174	10 130	32 671	25 560	43 845	35 690
<b>TOTAL</b>	<b>191 503</b>	<b>104 902</b>	<b>72 551</b>	<b>59 860</b>	<b>264 055</b>	<b>164 763</b>

Le ratio de collecte est inférieur au ratio de 2011 en raison de dépenses moins importantes pour le recrutement de donateurs.

<b>RATIO DE COLLECTE</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<b>collecte brute</b>	614 483	563 487
<b>frais d'appel à la générosité</b>	191 503	104 902
<b>frais de traitement des dons</b>	72 551	59 860
<b>collecte nette</b>	350 428	398 725
<b>ratio frais collecte/collecte brute</b>	43%	29%

**Les frais de recherche et de suivi des fonds privés : 7 941 euros (7 125 euros en 2011) et de fonds publics : 51 805 euros (33 504 euros en 2011)**

La recherche et le suivi des fonds privés et publics sont réalisés par l'ensemble des responsables de programme du CFSI avec l'appui du service administratif et de la direction du CFSI. En 2012, le temps consacré a été plus important qu'en 2011 :

- d'une part car les exigences des bailleurs nécessitent davantage de temps pour réaliser les comptes rendus financiers ;
- d'autre part car deux demandes de financement triennales ont été réalisées en 2012.

**La vie associative : 24 649 euros (21 914 euros en 2011)**

Les dépenses liées à la vie associative incluent :

- le fonctionnement des instances (déplacements, frais de réunion) ;
- les cotisations à différents collectifs (Comité de la Charte, Coordination Sud, F3E) ;
- les ressources humaines correspondantes.

Les dépenses réalisées ont été plus importantes qu'en 2011 en raison du temps consacré par la direction à la préparation du cadre stratégique 2013 - 2016.

<b>VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<b>Frais des instances</b>	4 175	3 845
<b>Adhésion à des collectifs</b>	8 062	6 255
<b>Ressources humaines</b>	9 677	14 549
<b>TOTAL</b>	<b>21 914</b>	<b>24 649</b>

**Le fonctionnement général : 219 576 euros (243 564 euros en 2011)**

Les charges de fonctionnement représentent 5 % des emplois hors dotation aux engagements. Elles comprennent :

- les fournitures générales de fonctionnement et les services correspondants imputés au fonctionnement (notamment la maintenance informatique, les honoraires pour l'audit général des comptes du CFSI) ;
- les charges liées au siège social ;
- les ressources humaines (direction et gestion générale) ;
- les amortissements.

Les montants imputés au fonctionnement sont en diminution par rapport à 2011 en raison d'un temps plus important consacré à la vie associative et au suivi des missions sociales et à la recherche de fonds publics.

FONCTIONNEMENT	2011	2012
Fournitures, copies, services (informatique, téléphone, commissaire aux comptes)	44 475	44 173
Locaux (location, charges locatives, EDF, entretien)	65 330	71 956
Ressources humaines	125 840	98 126
Amortissement (matériel, installation)	7 919	5 321
<b>TOTAL</b>	<b>243 564</b>	<b>219 576</b>

**La communication institutionnelle : 26 119 euros (39 460 euros en 2011)**

Les frais de communication générale du CFSI correspondent à :

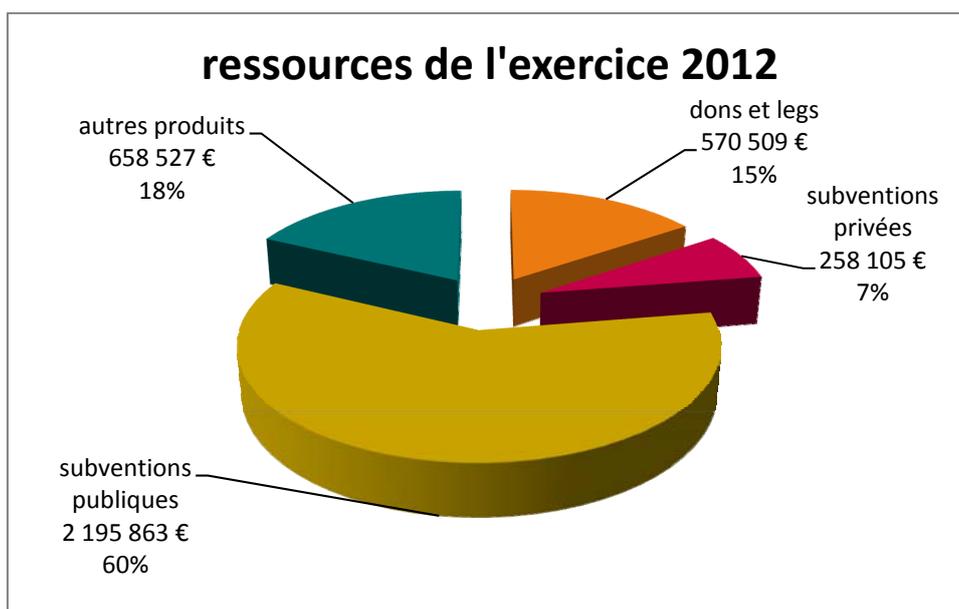
- des charges liées à la maintenance du site internet ;
- des ressources humaines internes au CFSI.

La diminution des dépenses de communication s'explique par une situation particulière à l'exercice 2011 où un temps important avait été consacré à la définition et préparation du nouveau site internet institutionnel du CFSI ([www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)).

COMMUNICATION	2011	2012
Fournitures et prestataire (maintenance site internet, appui)	3 321	3 303
Ressources humaines	36 139	22 816
Amortissement (matériel, installation)	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>39 460</b>	<b>26 119</b>

**4.5. Les ressources (colonne 2 du CER)**

Les ressources correspondent aux ressources inscrites au compte de résultat. Elles sont présentées dans la partie concernant le compte de résultat. Elles sont affectées aux activités conformément aux règles présentées au point 8.3.



**DOUCET BETH & ASSOCIES**  
 Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
 12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

#### 4.6. L'affectation par emploi des ressources collectées auprès du public (colonne 3 du CER)

Les ressources collectées auprès du public ont été imputées aux emplois conformément aux règles définies par le conseil de direction du CFSI et décrites au point 8.3. Les emplois de l'exercice (4 978 991 €) ont été financés à 13 % par des fonds issus de la générosité du public (soit 647 632 €). 81 % des fonds issus de la générosité du public utilisés en 2012 ont financé les missions sociales. Ce ratio s'explique par l'apport de frais administratifs issus des projets cofinancés.

#### 4.7. Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2012 (colonne 4 du CER)

Le suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées durant l'exercice implique de prendre en compte :

- le report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en en début d'année (108 186 euros) ;
- les ressources constatées sur l'exercice correspondant aux ressources issues de la générosité du public inscrites au compte de résultat et dans la colonne 2 du CER (570 509 euros) ;
- la variation des fonds dédiés collectés auprès du public (82 171 euros).

FONDS ISSUS DE LA GÉNEROSITÉ DU PUBLIC	Solde au 1/01/2012	Dotations	Reprise	Solde au 31/12/2012	variation
<b>Agriculture et alimentation</b>	179 898,84	105 748,42	99 911,96	185 735,30	-5 836,46
<b>Economie sociale et solidaire</b>	40 372,32	0,00	30 372,32	10 000,00	30 372,32
<b>Société civile et participation</b>	144 881,26	21 993,60	79 628,57	87 246,29	57 634,97
<b>TOTAL</b>	<b>365 152,42</b>	<b>127 742,02</b>	<b>209 912,85</b>	<b>282 981,59</b>	<b>82 170,83</b>

L'ensemble de ces montants permettent de déterminer les sommes disponibles durant l'année (652 680 euros). Les montants utilisés en cours d'année sont déduits de ce montant et laissent apparaître le solde non affecté et non utilisé en fin d'année et qui sera disponible sur l'exercice suivant (soit 113 233 euros).

#### Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice

<b>MONTANT DISPONIBLE AU 1/01/2012</b>	<b>108 185</b>
<b>Montant collecté</b>	<b>570 509</b>
<b>Variation des fonds dédiés</b>	<b>82 171</b>
<b>Montant consommé</b>	<b>- 647 632</b>
<b>Solde disponible au 31/12/2012</b>	<b>113 233</b>

La consommation des ressources collectées auprès du public (647 632 €) est supérieure au montant collecté sur l'exercice car une partie des fonds dédiés les exercices précédents a été consommée en 2012.

Le solde disponible en fin d'année sera reporté début 2013. Ce report de ressources permet d'agir sur la durée et de concrétiser des engagements sans attendre d'avoir obtenu l'ensemble des ressources disponibles pour démarrer de nouvelles actions.

## 5. CONVENTIONS SIGNEES AVEC DES ORGANISATIONS REPRESENTEES AU CONSEIL DE DIRECTION

### Conventions signées en 2012

SIGNATAIRE	Pays	Libellé des conventions signées avec des membres du conseil de direction en 2012	Financement	Durée en mois	Date démarrage	Date de fin	Date de signature	Membre du CD
<b>ADM Bourg-en-Bresse</b>	France	Contre la faim soyons cohérents	600,00	12	01/01/2012	31/12/2012	01/10/2012	Gérald Godreuil
<b>ADM Grenoble</b>	France	Contre la faim soyons cohérents	200,00	12	01/01/2012	31/01/2012	01/10/2012	Gérald Godreuil
<b>Batik International</b>	Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie	Projet GEPE - Genre et Economies Pluri'Elles	35 560,00	4	01/07/2012	31/10/2012	01/01/2012	Isabelle Devaux
<b>Cap Solidarités</b>	France	Contre la faim soyons cohérents	2 000,00	12	01/01/2012	31/12/2012	01/10/2012	Aït Essaghir El Hassan
<b>ESSOR</b>	Guinée Bissau	Renforcement d'une OSC bissau-guinéenne dans sa démarche de plaidoyer en faveur des politiques publiques éducatives Petite Enfance	35 600,00	1	20/02/2012	12/03/2012	02/01/2012	Jean-Philippe Delgrange
<b>Fédération des MFR Drôme-Ardèche</b>	France	Contre la faim soyons cohérents	200,00	12	01/01/2012	31/12/2012	01/10/2012	André Godard
<b>GERES</b>	Sénégal	Dialogue entre société civile et décideurs sur les enjeux du changement climatique dans la région de Saint Louis	39 902,00	20	01/10/2012	31/05/2013	01/02/2012	Alain Guinebault
<b>GRDR</b>	Mauritanie	Projet pour la promotion des pôles de production maraîchère pour un approvisionnement durable des marchés locaux du Guidimakha	30 000,00	23	01/09/2012	31/07/2014	31/08/2012	Pauline Casalegno

SIGNATAIRE	Pays	Libellé des conventions signées avec des membres du conseil de direction en 2012	Financement	Durée en mois	Date démarrage	Date de fin	Date de signature	Membre du CD
GRDR	Sénégal	Développement Economie Durable et Ecocitoyenneté dans le Boundou	50 228,00	36	29/11/2012	30/11/2015	30/08/2012	Pauline Casalegno
GRDR	Mauritanie	Projet d'Appui à la Société civile pour l'émergence d'une politique régionale de Souveraineté Alimentaire au Guidimakha (PASSAG)	35 600,00	1,5	12/11/2012	31/12/2012	01/04/2012	Pauline Casalegno
GRET	Guinée	Amélioration des capacités des Organisations de la Filière Riz en Guinée Forestière et Basse Guinée	30 000,00	25	01/03/2012	31/03/2014	31/08/2012	Damien Thibault
GRET	France	Droits de l'homme et développement : réduire les impacts négatifs des politiques européennes sur les pays du Sud	10 000,00	4	01/07/2012	31/10/2012	01/08/2012	Damien Thibault
GRET	Vietnam	Renforcement d'ONG locales pour une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales environnementales au Nord Vietnam	35 600,00	1,5	20/11/2012	31/12/2012	01/04/2012	Damien Thibault
<b>Total général</b>			<b>305 490,00</b>					

### Conventions signées durant les exercices précédents et exécutées en 2012

BENEFICIAIRE	Pays	Libellé des conventions signées avec des membres du conseil de direction durant les exercices précédents et exécutées en 2012	Financement	Durée en mois	Date démarrage	Date de fin	Date de signature	Membre du conseil de direction
Batik International	Maroc	Entreprenariat social en Méditerranée – Solidarité et Bien-être	10 000,00	12	01/09/2011	31/08/2012	21/12/2011	Isabelle Devaux
Batik International	Vietnam	Mise en place d'un réseau d'organisation de la société civile pour promouvoir la responsabilité sociale	41 260,00	20	01/11/2011	30/06/2013	01/11/2011	Isabelle Devaux

BENEFICIAIRE	Pays	Libellé des conventions signées avec des membres du conseil de direction durant les exercices précédents et exécutées en 2012	Financement	Durée en mois	Date démarrage	Date de fin	Date de signature	Membre du conseil de direction
		des entreprises au Vietnam						
<b>Echoppe et Echoppe Togo</b>	Togo	Promotion d'une dynamique d'économie solidaire ville – campagne	377 823,00	52	20/12/2007	18/04/2012	15/01/2008	André Ernst
<b>ESSOR</b>	Brésil	Accès aux politiques publiques de formation et d'insertion professionnelle dans la Paraíba au Brésil : « Partager des initiatives et construire des partenariats durables »	108 000,00	30	01/01/2011	30/06/2013	12/01/2011	Jean-Philippe Delgrange
<b>ESSOR</b>	Cap-Vert	Transformer les produits agricoles de São Nicolau pour approvisionner les villes du Cap-Vert	50 000,00	36	01/07/2011	30/06/2014	04/07/2011	Jean-Philippe Delgrange
<b>ESSOR</b>	Mozambique	Insertion professionnelle (FISONG)	393 138,00	51	01/01/2009	31/03/2013	24/04/2009	Jean-Philippe Delgrange
<b>GRDR</b>	Guinée-Bissau	Programme d'appui au développement des capacités des OSC en région de Cacheu (PADC-OSC)	23 995,00	10	01/01/2011	31/10/2011	12/01/2011	Pauline Casalegno
<b>GRDR</b>	Sénégal	Emergence des micro-entreprises rurales pour nourrir les villes (EMER-Villes)	49 546,00	36	01/10/2011	30/09/2014	04/07/2011	Pauline Casalegno
<b>GRET</b>	Mauritanie	Insertion professionnelle (FISONG)	602 038,00	51	01/01/2009	31/03/2013	24/04/2009	Damien Thibault
<b>GRET</b>	République du Congo	Appui transversal au programme	69 930,00	36	01/07/2010	30/06/2013	28/10/2010	Damien Thibault
<b>GRET</b>	Sénégal	Sécuriser les filières céréalières dans le Sud Bassin arachidier du Sénégal	15 000,00	12	01/01/2011	31/12/2011	04/07/2011	Damien Thibault

BENEFICIAIRE	Pays	Libellé des conventions signées avec des membres du conseil de direction durant les exercices précédents et exécutées en 2012	Financement	Durée en mois	Date démarrage	Date de fin	Date de signature	Membre du conseil de direction
GRET	République du Congo	Renforcement des capacités du CCOD en matière d'animation des processus de concertation entre acteurs locaux dans le Pool sur les problématiques agraires	23 773,20	10	01/01/2011	31/10/2011	12/01/2011	Damien Thibault
GRET	Madagascar	Appui à la concertation artisans - pouvoirs publics à Madagascar	108 000,00	30	01/01/2011	30/06/2013	12/01/2011	Damien Thibault
GRET	Sénégal	Renforcement des capacités du ROPPA en matière d'analyse des politiques agricoles et commerciales	47 981,20	21	01/10/2011	30/06/2013	01/11/2011	Damien Thibault
GRET	Cambodge	Appui à l'institutionnalisation de SKY micro-assureur santé	10 000,00	8	01/11/2011	30/06/2012	21/12/2011	Damien Thibault
UNMFREO	Afrique centrale : Tchad, République centrafricaine, Cameroun	Concertation multi-acteurs pour l'ancrage des stratégies nationales de formation agricole et rurale en Afrique centrale	41 999,30	18	01/12/2011	31/05/2013	01/11/2011	André GODARD
			<b>1 972 483,70</b>					

**DOUCET BETH & ASSOCIES**  
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes  
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS





COMITE FRANÇAIS POUR  
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier  
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50  
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : [info@cfsi.asso.fr](mailto:info@cfsi.asso.fr)  
[www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)

